

A l'automne 1991, le professeur Maurice Quénet déclarait, devant un amphithéâtre de la faculté de Droit de Rennes bondé d'étudiants attentifs et de quelques auditeurs libres, que désormais la France n'était plus en mesure de se nourrir par elle-même ! Le souvenir m'en est resté jusqu'à aujourd'hui, profondément ancré, et je l'évoque souvent devant mes propres élèves, en me désespérant de voir que, si j'en crois la lecture du dernier numéro de *Marianne*, les choses n'ont fait que s'aggraver, en ce domaine comme en d'autres. C'est Jean-Claude Jaillette qui en couronne son article d'un titre terrible : «

Demain, la faim ? La France n'est plus capable de se nourrir elle-même.

» Un article qu'il faudrait découper, plier et ranger soigneusement dans son portefeuille, et ressortir quand les candidats aux élections, avec grand sérieux, nous vantent les mérites de la mondialisation et de la modernité comme de la solution à toutes les crises ; un article pour fermer leur clapet à ceux qui, du haut de leurs grands principes libéraux, condamnent nos agriculteurs au nom du libre-échange et des prix bas nécessaires à leur société de consommation (société de consommation serait sans doute plus juste...), comme Pascal Lamy qui, socialiste moderne, a échangé la destruction de notre paysannerie contre quelques « promesses de bonnes affaires » : «

Il a été l'initiateur des négociations portant sur les accords bilatéraux qui font craindre le pire aux paysans français et aux écologistes. L'idée du troc entre l'automobile et la chimie contre notre agriculture, c'est lui. Il n'en est pas peu fier, convaincu qu'il n'y a pas de commerce sans échanges « libres ». Oubliant que l'agriculture est une activité économique particulière, qui doit être protégée. Pour lui, le désarroi des paysans, la perte de souveraineté alimentaire, ce n'est qu'un tribut à payer à l'adaptation. Naïf et dangereux.

» L'aveuglement des idéologues libéraux n'est qu'une cause de la catastrophe, mais c'est le libéralisme économique qui, en définitive, est la matrice de ce déni des réalités et de la destruction des économies réelles, celles qui doivent servir les hommes et non les asservir au règne infâme de la « Fortune anonyme et vagabonde » et de l'Argent-Seigneur (et seigneur...).

Car le libre-échange sans entraves qui définit la mondialisation économique est celui qui détruit notre agriculture et la souveraineté alimentaire qui sont les conditions de notre pérennité et, même, de notre propre survie physique : « **notre agriculture ne parvient même plus à satisfaire les besoins intérieurs** : en dix ans, les importations ont progressé de 87 %, celles de produits laitiers ont doublé en dix ans, un fruit sur deux et un légume sur deux ne sont pas produits en France, comme 34 % de la volaille et 25 % de la viande de porc.

Même le bio, qui devrait être produit au plus près, est importé à 31 %.

» Et dans le même temps, nous produisons pour l'exportation en oubliant que le premier marché de notre production agricole devrait être, d'abord et logiquement, la France et les Français... N'est-ce pas le monde à l'envers, en somme ?



La mondialisation est un fait, mais elle n'est pas un bienfait, et la question agricole le prouve à l'envi, **poussant au suicide 605 agriculteurs français en 2015** (selon les chiffres bien documentés de la Mutualité sociale agricole) tandis que nombre d'autres, étranglés par les dettes et par la concurrence sauvage des produits étrangers, renoncent au travail de la terre. « **En 2016, près de 20 % des exploitants ne pouvaient pas se verser de salaires alors que 30 % touchaient moins de 350 euros par mois**

», expliquait

Le Figaro

dans son édition du 10 octobre 2017. Comme le souligne M. Jaillette, «

Dans ce contexte d'une concurrence où tous les coups sont permis, la multiplication des accords de libre-échange bilatéraux encouragés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ouvre naïvement le marché de l'Europe à des contingents à prix cassés de viande bovine et porcine, de céréales, comme l'illustrent en particulier les accords obtenus avec l'Ukraine, le Chili, le Canada et plus récemment le Mercosur (Amérique du Sud). Combien de temps nos éleveurs de bovins résisteront-ils à l'arrivée des 99.000 t de bœuf brésilien ultraconcurrentiel, qui viendront s'ajouter aux 80.000 t bradées arrivées au nom des précédents accords ?

» C'est là que l'on mesure le mieux

la nécessité d'un état d'esprit civique et « national » en France et en Europe pour privilégier les viandes produites « au plus proche »

(y compris nationalement parlant), même si cela a un coût immédiat parfois plus élevé que l'achat au prix le plus bas de viande industrielle étrangère à l'hypermarché du coin, mais aussi **la nécessité d'un Etat digne de ce nom, soucieux de notre « souveraineté alimentaire**

d'abord »

, ce qui n'est pas incompatible, loin de là, avec la promotion d'une production de qualité plutôt que de simple quantité. Or, la République n'est pas le meilleur régime politique pour préserver et soutenir l'agriculture française, comme le montrent les dernières décennies et ce que, sans émettre de jugement sur ceux qui nous gouvernaient alors ni sur les institutions, le propos du professeur Quénet mettait en avant...

Une stratégie agricole d'Etat fondée sur la souveraineté alimentaire et la recherche de l'autosuffisance maximale est plus que jamais légitime et appropriée aux enjeux autant contemporains que futurs : « **Depuis plus de cinquante ans, la France n'a pas connu de graves périodes de pénurie alimentaire. Au vu du déclin engagé, rien n'interdit de penser qu'elles pourraient faire leur réapparition. (...) Il suffit d'analyser les ratés du secteur de la pharmacie pour imaginer ce qui pourrait se passer dans l'agriculture. (...) Être dépendant, c'est être exposé au risque d'un embargo ou d'une rupture d'approvisionnement consécutive à une décision politique. C'est aussi importer des produits dont les standards de fabrication ne correspondent pas aux habitudes de consommation locale. Comment, dès lors, éviter dans l'alimentation ce qui se passe dans le médicament** ?

» Gouverner, c'est prévoir, et il apparaît de plus en plus nécessaire de se préserver des risques que le système de la mondialisation libérale fait aussi peser sur l'économie de notre pays et sur l'alimentation de ses habitants.



L'Etat doit renouer avec son rôle de « père nourricier », non pas en collectivisant l'agriculture française, mais en la soutenant et en orientant ses grandes productions tout en permettant ses plus petites et plus locales. Mais, comme le souligne l'auteur de l'article de *Marianne*

, il faut aussi impliquer le consommateur dans cette stratégie de souveraineté alimentaire : « **Chaque citoyen-consommateur a-t-il bien conscience que sa liberté de pouvoir choisir l'alimentation qu'il souhaite, dans les quantités qu'il espère et de la qualité qu'il exige, dans son propre pays, relève de ce principe fondamental qu'est la souveraineté alimentaire ? A-t-il conscience qu'elle n'est acquise que grâce à l'autosuffisance que lui confère une agriculture diversifiée, répartie sur tout le territoire, exploitée par des agriculteurs nombreux, qualifiés et donc correctement rémunérés ?**

» Car l'action de l'Etat, seule, ne peut pas tout faire s'il n'y a pas, aussi, une prise de conscience publique la plus générale possible des enjeux et des possibilités d'action, autant collective qu'individuelle et familiale. L'Etat ne peut, ne doit pas se substituer aux citoyens, mais il a le devoir politique de les éclairer et de leur montrer le chemin le plus approprié aux intérêts de tous et au Bien commun. Les royalistes ne lui demandent pas forcément plus, mais ils lui demandent au moins cela, dans une vision historique de ce qu'est le pouvoir régalien et de ce qu'il permet mais s'impose aussi à lui-même...